

**Antoine Idier, *Archives des mouvements LGBT+ : Une histoire de luttes de 1890 à nos jours*, Textuel. 260 p. Mathias Quéré**

1La sortie de l'ouvrage d'Antoine Idier intervient à un moment particulier dans le processus de préservation et de la communication des archives LGBTQI en France. Il convient en quelques mots d'en rappeler les enjeux. Il n'existe pas en France, contrairement à de nombreux pays occidentaux, de centre d'archives consacré spécifiquement aux questions LGBTQI. Les archives sont donc principalement des archives privées, préservées par celles et ceux qui ont fait ou accompagné cette histoire, et qui ont eu la rigueur et la perspicacité de les conserver. Pourtant, plusieurs initiatives ont, depuis le début des années 2000, cherché à voir le jour, portées par diverses générations de militant.es. Sans jamais aboutir à la création d'un centre d'archives. Si quelques groupes militants et des individus ont aujourd'hui déposé leurs archives auprès d'une institution publique, l'urgence d'une démarche de préservation – quelle qu'elle soit – est toujours d'une pressante actualité : toute une génération militante, celle des années 1960, 1970 et du début des années 1980, est en train de vieillir – pour ceux qui n'ont pas été décimés par le sida. N'ayant de manière générale pas d'enfants, lorsque l'un.e d'entre eux/elle décède, et que les neveux et nièces viennent revendre l'appartement de cette grande *tante*, tous ces cartons d'archives peuvent paraître bien encombrant et se retrouvent sur le trottoir.

2La sortie du film de Robin Campillo, *120 battements par minutes*, en août 2017 a donné un nouvel élan à l'urgence de créer un centre d'archives. Un collectif s'est constitué à Paris pour engager un bras de fer avec la mairie et lui arracher l'acquisition d'un centre, maintes fois promis. Des rencontres ont été organisées à Toulouse et à Marseille, un collectif de jeunes militant.es cherche à faire vivre les archives de l'association Mémoire des sexualités. C'est donc dans ce contexte qu'il faut accueillir la parution de l'ouvrage *LGBT+ : Archives des mouvements LGBT+ : Une histoire de luttes de 1890 à nos jours*.

3Dans son introduction intitulée *Absences. Silences et politique de l'histoire*, Antoine Idier propose une réflexion épistémologique autour de l'archive, de ce qu'elle représente et signifie. Il constate que « cet ouvrage peut ainsi se lire comme un inventaire en négatif : le plus important n'est pas ce qui est rassemblé, mais ce qu'il reste à rassembler ; ce qui est là dessine ce qui manque » (p. 6). Comme le présentaient déjà les revues homophiles *Inversions* en 1924 et *Arcadie* à partir de 1954, il s'agit pour les « minoritaires » d'écrire leur propre histoire et ainsi défier l'histoire des vainqueurs. Elle est par ailleurs constitutive « de la construction d'une identité et d'une subjectivité » (p. 7) qui façonne les référentiels communs et permet occasionnellement au « je » de se confondre dans un « nous ». De plus, « se saisir des archives, c'est refuser de laisser aux autres le privilège épistémologique d'écrire l'histoire, c'est se dresser contre une dépossession » (p. 10).

4La présentation de l'ouvrage se poursuit autour des débats contemporains concernant l'archive LGBTQI aujourd'hui en France : celle-ci doit-elle être publique ou au contraire minoritaire ? Antoine Idier défend l'idée qu'il ne faut pas verser tous les fonds aux archives publiques. De fait, certaines institutions, à l'image de la Bibliothèque nationale de France ou les Archives nationales, conservent déjà un certain nombre de documents ayant trait à cette histoire. Il souligne aussi que les enjeux autour de la constitution d'archives minoritaires sont inévitablement l'occasion de rapports de forces et de divisions entre les différentes composantes du milieu militant LGBTQI. Ce qui, d'après lui, engendre le risque d'une essentialisation de l'archive.

5L'ouvrage, qui se propose de retracer l'histoire des luttes homosexuelles de 1890 à nos jours, est découpé en cinq chapitres, correspondants aux différents *moments* de l'histoire du mouvement LGBTQI, c'est-à-dire les périodes, plus ou moins longues, qui ont marqué (positivement ou pas) cette histoire. Chaque chapitre est introduit par Antoine Idier, auquel se joignent des contributions de militant.es et chercheur.es, et est illustré par la reproduction d'archives, pour beaucoup inédites. Le premier chapitre, pour une raison qui n'est pas définie, débute en 1890 et expose une sous-culture homosexuelle foisonnante (qui ne doit pas faire oublier le fait que cette dernière est majoritairement urbaine et principalement parisienne). De nombreuses photos et cartes postales donnent à voir les années folles, avec des reproductions d'images de bals comme celui, mythique, du Magic City en 1931. Ce premier chapitre participe ainsi à déconstruire l'image d'une histoire de l'homosexualité qui

serait celle d'une lente émancipation, de l'ombre à la lumière. Comme le souligne Antoine Idier, « l'histoire de l'homosexualité n'est pas formée par alternance entre ténèbres et obscurité, par une suite linéaire de répression et de liberté : chaque époque historique est au contraire le lieu d'une reconfiguration singulière des structures de la sexualité, d'un espace des possibles » (p. 18). Grande figure des années 1920-1930, l'écrivaine Colette est présentée dans un court texte par Michael Lucey. Il définit ainsi cette époque : « Il ne s'agit pas de dire que l'époque en question se caractérisait par une très grande ouverture aux sexualités hors-norme que nous n'avons pas encore reconnue, mais, simplement, que l'association d'un discours sur la sexualité avec une position politique progressiste est une association qui a été historiquement construite » (p. 32).

6 Avec le second chapitre on plonge dans deux décennies, les années 50 et 60, particulièrement sombre pour la communauté homosexuelle. La législation pétainiste qui, depuis 1942, criminalisait à nouveau l'homosexualité avec un mineur est maintenue en vigueur et l'homosexualité rentre dans la liste des fléaux sociaux à partir de 1960. C'est ainsi que durant les années 1950, 200 à 300 personnes sont condamnées chaque année en raison de la pénalisation de certaines formes de relations homosexuelles. Si quelques revues voient le jour comme *Futur* ou encore *Gioventù*, ces dernières disparaissent souvent après quelques numéros. L'une d'elle fait cependant exception : en janvier 1954 est publié le premier numéro de la revue *Arcadie* fondée par un ancien séminariste, André Baudry. Elle va perdurer jusqu'en 1982. Si la répression de l'homosexualité est indéniablement féroce durant cette période donnée, Antoine Idier suggère, à la suite des travaux de Foucault, que « l'idée de répression ne convient pas pour faire l'histoire de l'homosexualité [...]. La ligne de partage, mouvante, s'établit plutôt entre ce qu'il est possible de dire et de ne pas dire ». C'est ainsi que certaines revues, à l'image des revues culturistes, qui ne furent pas explicitement conçues pour un public homosexuel, sont largement consultées par ce dernier.

7 Le troisième chapitre intitulé « Une décennie de libération radicale », correspondant aux années 1970, propose de découvrir ou de redécouvrir par la compilation d'une multitude de photos, journaux, tracts, la formidable mobilisation des groupes homosexuels durant cette époque : pour la reconnaissance des déportés homosexuels ; les différentes mobilisations et manifestations organisées par le Comité d'urgence anti répression homosexuelle pour l'abrogation des délits concernant l'homosexualité. Mais aussi les différentes formes et aspects de la sous-culture et des modes de vie homosexuels : les petites annonces du journal *Gai Pied*, les vespasiennes comme lieu de rencontre, « expression d'une totale liberté sexuelle que l'on a peine, aujourd'hui, à imaginer » raconte Michel Chomarat, ou encore les nouveaux lieux commerciaux comme la célèbre boîte de nuit parisienne le Palace. Ce chapitre donne aussi voix pour la première fois aux questions d'identité de genre et à celles et ceux qui sont, durant les années 1970 et 1980, encore considérés comme des transsexuels. Une coupure du journal *Libération* rend ainsi compte d'une rencontre nationale à Paris suite à la disparition de Marie Andrée, ancienne déportée qui a fondé en 1965 l'association AMAHO, Aides aux malades hormonaux, première association trans. Enfin, au fil des pages, ce chapitre donne une large place à la question lesbienne souvent passée sous silence. C'est une succession de présentation de revues, tracts et affiches des différents courants du lesbianisme, appelant par exemple, à la « mobilisation générale contre tous les hommes » signé par des « lesbiennes radicales et offensives » (p. 133). La diversité des représentations du mouvement LGBTQI permet ainsi d'affirmer les débats, les conflits et les tensions entre des groupes qui s'interrogent profondément sur la perspective de former une communauté.

8 Avec la seconde moitié des années 1980, l'on assiste à un tournant majeur pour la communauté homosexuelle décimée par l'épidémie du sida. Si un certain nombre d'associations voient le jour dès 1983 (VLS, Aides en 1984, Arcat-sida en 1985), dans l'imaginaire collectif, la naissance d'Act Up Paris en 1989 a « peut-être supplanté les groupes qui l'ont précédé, en particulier parce qu'il a intensément pensé et travaillé la puissance esthétique et politique de ses actions et images » (p. 156) comme le rapporte Antoine Idier. S'il apparaît que le sida n'est pas le « cancer gay » que certains avaient professé, il n'en reste pas moins vrai que « l'histoire de la lutte contre le sida est aussi, bien sûr, une histoire des représentations de l'épidémie, des malades, de la sexualité et de l'homosexualité » (p. 157), ce qui fait qu'il ne peut être délié de l'histoire LGBTQI. Dans les pages de

ce chapitre ce sont donc la présentation d'un florilège d'affiches, de tracts, de couvertures de revues et d'extraits de journaux qui illustrent la mobilisation naissante et les connaissances constamment remises en cause autour de la maladie.

9 Pour clore cette histoire, le dernier chapitre de cet ouvrage intitulé « Du Pacs au Mariage pour tous » retrace les vingt ans qui distancient ces deux adoptions législatives et pose de nouvelles questions, induites par ces transformations. Antoine Idier interroge ainsi la normalisation programmée des sous-cultures homosexuelles, conséquence des revendications des militant.es à protéger les couples homosexuels. Les années 1990 et le début des années 2000 sont aussi les prémices des études sur les questions LGBTQI : le séminaire GREH à l'EHESS ou encore le séminaire Zoo qui a participé à faire entrer la question Queer en France. Ce monde de la recherche aurait ainsi, selon Bruno Perreau, accéléré la prise en compte de toutes ces questions par le pouvoir politique. L'entrée dans le xxi<sup>e</sup> siècle a aussi révélé l'apparition de nouveaux ennemis aux populations LGBTQI. Il y a comme de coutume les traditionnelles forces réactionnaires mais aussi une gauche conservatrice qui s'oppose à certaines évolutions autour de la parenté. Ce sont de nouveaux discours qui apparaissent pour discréditer la parenté homosexuelle et comme l'explique le juriste Daniel Borrillo c'est une « rhétorique empruntée à la psychanalyse et à l'anthropologie selon laquelle la différence des sexes est à la fois une condition *sine qua non* de la parenté et le soubassement de la nature humaine » (p. 208). Avec les années 2000, ce sont aussi de nouvelles thématiques identitaires qui surgissent au-devant de la scène : le TdoR est célébré chaque année, l'Existrans défile dans les rues de Paris à partir de 1997 et les personnes intersexes prennent la parole. C'est aussi le retour dans la communauté LGBTQI des questions d'intersectionnalité et des doubles minorisations, avec par exemple la création d'associations de personnes noires et homosexuelles. On a donc comme l'écrit Ary Gordien des « postulats théoriques [qui] inspirent des recherches originales à l'intersection de la classe, du genre, de la « race » et de la sexualité » (p. 234). Alors que certain.es luttent pour la reconnaissance du mariage homosexuel d'autres, au contraire, cherchent à réinsuffler de la radicalité au sein de la communauté et tendent vers une repolitisation du milieu LGBTQI. Cela en organisant des Pride de nuits pour se différencier des marches des fiertés officielles et principalement commerciales, ou encore en se mobilisant contre l'homo-nationalisme et le pink washing qui touche particulièrement le monde gay.

10 L'ouvrage d'Antoine Idier nous propose ainsi de retracer près de 130 ans d'histoire LGBTQI à travers une multiplicité de productions écrites et photographiques. Cet état des lieux des archives du mouvement LGBTQI, par sa réflexion épistémologique, s'inscrit à sa manière dans le processus actuel de réflexion autour de la préservation nécessaire des archives et des solutions concrètes à lui apporter. Par une splendide mise en valeur visuelle et l'apport de contributions rendant l'histoire du mouvement LGBTQI intelligible, cet ouvrage est une belle entrée pour celles et ceux étant à la recherche de référentiels et d'imaginaires.

**Mathias Quéré**, « Antoine Idier, *Archives des mouvements LGBT+ : Une histoire de luttes de 1890 à nos jours*, Textuel. 260 p. », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 31 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2019, consulté le 23 juin 2025. URL : <http://journals.openedition.org/framespa/6381> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/framespa.6381>